



La commission administrative nationale du SNASUB réunie le 14 septembre constate :

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ». Une fois de plus ces mesures sont essentiellement supportées par les salariés, les jeunes et les retraités.

Les salariés, les jeunes et les retraités ne sont pas responsables de la dette publique qu'on prétend leur faire rembourser.

Le chômage et la précarité se développent alors que les salaires, les retraites des salariés, connaissent de nouvelles dégradations. Le gouvernement annonce la re-création de 20 000 contrats aidés alors qu'il supprime 120 000 postes dans la fonction publique en 4 ans.

Dans la fonction publique, le gouvernement répond aux revendications salariales par la mise en place de l'intéressement collectif que nous rejetons.

Dans le même temps les profits du CAC 40 ont repris de plus belle (47 milliards soit 10% de plus sur les 6 premiers mois de l'année)

Cette situation appelle des mesures urgentes

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations de cotisations sociales et la défiscalisation des heures supplémentaires ;
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique et mettre en place un véritable plan de titularisation des contractuels des 3 fonctions publiques.
- Augmentation immédiate des salaires notamment des plus bas revenus et réouverture des négociations salariales dans la Fonction publique.

La préparation du budget 2012 se fait avec des annonces catastrophiques pour l'emploi et les salaires.

La commission administrative nationale du SNASUB se prononce pour une action unitaire interprofessionnelle massive et efficace le 11 octobre.

C'est dans ce sens qu'elle appelle les personnels à participer à la journée de grève du 27 septembre